

Mesures pour le rétablissement de la capacité défensive



juin 2022

Contenu

1. Situation actuelle
2. La mission de l'armée : une doctrine claire pour la défense et la protection du pays et de la population
3. L'armée doit retrouver sa capacité défensive
4. Augmentation des effectifs
5. Renforcement des capacités de combat des troupes au sol
6. Protection de l'espace aérien
7. Garantir la neutralité armée perpétuelle
8. Conclusion et propositions en bref

1. Situation actuelle

La guerre en Ukraine a eu l'effet d'un véritable coup de tonnerre, réduisant à néant les rêves d'une paix éternelle en Europe. Les Etats européens ne croyaient plus que des conflits armés puissent avoir lieu sur le continent au XXI^e Siècle. La Suisse était aussi bercée par cette douce illusion, malgré les avertissements de l'UDC. Cette guerre nous prouve drastiquement à quel point le laisser-aller de la politique de sécurité ces dernières décennies est aussi déplacé qu'irresponsable. Les guerres et les conflits armés restent un danger potentiel, en tout temps. Jusqu'à ce jour, la Suisse tablait sur une situation sécuritaire statique. Les conflits de ces dernières années démontrent toutefois que la nature de ces derniers a changé et que les armées modernes sont confrontées aujourd'hui à plusieurs adversaires, différents problèmes à différents niveaux opérationnels et simultanément. Au XXI^e Siècle, les armées modernes doivent être en mesure de mener des guerres « conventionnelles » et asymétriques et sont régulièrement confrontées à d'autres types de conflits tels que le terrorisme et d'autres conflits « hybrides ». La Suisse doit donc être prête à faire face à tout moment à n'importe quel type de conflit. Garantir la sécurité du pays et de la population est la tâche la plus importante de l'Etat et cette mission n'est aujourd'hui plus assurée.

Le Conseil fédéral et la majorité de centre-gauche du Parlement ont réalisé des économies de bout de chandelle sur le dos de notre armée qui, autrefois, était pourtant aussi admirée que redoutée et l'ont tellement vidée de sa substance à travers des réformes ratées qu'elle ne peut aujourd'hui plus garantir sa mission constitutionnelle de maintien de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Suisse. La politique a fixé de mauvaises priorités : alors que les dépenses sociales et en faveur de l'asile ont explosé, les dépenses pour l'armée dans le budget de l'Etat ont diminué de manière dramatique. L'idéologie internationaliste, apparue dans les années '90, qui a fait rêver le Conseil fédéral et les stratèges à Berne d'une adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN a conduit à un affaiblissement délibéré de notre armée. Le constat est accablant : armes, équipement, effectifs... on manque de tout. En cas de conflit, l'armée suisse ne pourrait résister que quelques semaines et encore, partiellement seulement. C'est un fait que personne ne conteste. La Suisse viole le principe étatique de la neutralité armée perpétuelle et laisse le pays et ses habitants sans protection face à des forces étrangères.

Face à cette situation menaçante, il n'y a qu'une seule réponse à avoir : l'armée doit être renforcée immédiatement et durablement. Notre capacité de défense doit être rétablie et l'armée préparée à tous les scénarios possibles de menaces. A cet effet, nous avons besoin de plus d'hommes et de plus de moyens. Après l'établissement de ce bref constat, cette prise de position décrit de façon plus

détaillée les besoins de notre Suisse pour à nouveau disposer d'une armée digne de ce nom et garantir à nouveau enfin notre sécurité.

2. Mission de l'armée : une doctrine claire pour la défense et la protection du pays et de la population

Qui n'est plus en mesure de voir un objectif dans la préservation de l'indépendance du pays n'est plus en mesure non plus de formuler une mission pour l'armée qui poursuivrait un tel but. Qu'est-ce qu'une mission pour l'armée ? Le Conseil fédéral et le DDPS sont incapables de formuler une mission compréhensible et convaincante. Ils ont pour habitude de botter en touche, invoquant l'art. 58 de la Constitution fédérale comme étant d'ores et déjà assez clair. C'est pourtant faux. Cela illustre parfaitement l'incapacité du gouvernement fédéral à formuler un mandat valable pour notre armée. Le mandat constitutionnel contient des principes généraux ; une mission de l'armée doit, en s'appuyant sur la Constitution, formuler des objectifs concrets dont l'accomplissement par le commandement de l'armée peut (et doit) être exigé de façon contraignante par le Conseil fédéral. « Garantir la défense nationale » ou « servir la paix » ne constituent pas des missions de l'armée, ce sont des principes généraux. De ces principes doit découler la formulation par le Conseil fédéral de la mission concrète de l'armée. Ses objectifs doivent être vérifiables et contraignants, y compris pour les exercices qui doivent être ordonnées à intervalles réguliers pour une partie de l'armée ou son ensemble et vérifiés. L'on parle ici de la raison d'être d'une armée, de qui doit accomplir le service, combien de temps, jusqu'à quel âge, dans quelles troupes (combat, protection du territoire), privilégie-t-on un commandement hiérarchique ou décentralisé, quels sont les défauts de notre armée, etc.

3. L'armée doit retrouver sa capacité défensive

La négligence de la défense pendant des décennies est perceptible dans le budget fédéral. Le principe d'investigation « suivre la trace de l'argent » s'applique ici aussi. Alors que les dépenses pour le bien-être social ont augmenté de 350% depuis 1990, les dépenses pour la sécurité sont restées quasiment identiques sur la même période, voire ont drastiquement baissé. 16% des dépenses fédérales étaient encore consacrées à la défense en 1990 ; aujourd'hui, cette part n'est plus que de 5%, témoignant de la perte d'importance de l'armée aux yeux des politiques. Une série de programmes de démantèlement, qu'on nous a vendu comme des « réformes », ont contribué à un affaiblissement systématique de l'armée. Voici quelques chiffres :

- L'effectif théorique d'Armée 61, en vigueur jusqu'au début des années '90, était de 625'000 hommes. A ce jour, il n'est plus que de 100'000, ce qui correspond à une réduction des troupes de plus d'un demi-million d'hommes en l'espace de 30 ans.¹ En 1962, l'armée Suisse comptait encore 880'000 hommes.²
- La force de combat a été réduite de manière radicale. Le nombre d'avions de combat est passé de plus de 300 unités à seulement quelques dizaines (30 F/A-18C/D Hornet et 25 F-5 E/F Tiger).³ Sur plus de 800 chars de combat, il ne nous reste que 134 chars 87 Leopard 2 WE.

¹ «Kahlschlag von oben», Weltwoche Nr. 19/14.

² <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/008683/2008-06-05/>

³ <https://www.vbs.admin.ch/de/vbs/zahlen-fakten/armee.html>

Suite à cette politique de démantèlement (ce bien que le peuple ait toujours soutenu l'armée lors de plusieurs votations en 1989, 1994 et en 2013 notamment), l'armée suisse présente à ce jour des lacunes considérables en termes de capacités. Les plus importantes (pour ne citer qu'elles) sont : la défense aérienne de moyenne et de grande portée, qui doit être intégralement remise sur pied ces prochaines années ; la protection des objets contre les missiles et les drones qui à ce jour est inexistante ; le feu opérationnel (combat terrestre des forces aériennes) est inexistant, tout comme la conduite du feu des divisions territoriales ; Le feu tactique (l'artillerie) est faible. En outre, il manque d'engins guidés antichars d'une portée supérieure à 1 km.

A tout cela s'ajoute encore le fait que de nombreux systèmes d'alarmes sont obsolètes et que l'équipement fait défaut. L'infrastructure militaire a été démantelée (exemple : les aérodromes militaires décentralisés et les infrastructures logistiques décentralisées). Tout cela a eu pour conséquence une perte considérable de la capacité de défense de la Suisse ; l'effet dissuasif a disparu et le dispositif de défense présente nombre de lacunes. Cela ne peut plus durer : l'armée doit à nouveau être en mesure d'assurer de manière fiable la sécurité et la défense de la Suisse en cas de nécessité.

4. Augmentation des effectifs

Une première mesure urgente afin de rétablir la capacité de défense est l'augmentation des effectifs. Une armée de milice forte garantit la sécurité, ce même en temps de crise et constitue la solution sur mesure pour les besoins de la Suisse. Or, l'armée suisse est massivement sous-dotée en personnel. Il est donc nécessaire d'augmenter les effectifs d'au moins 20'000 militaires. La situation risque toutefois de se dégrader encore davantage si des milliers de jeunes hommes astreints au service continuent de se tourner vers le service civil chaque année. Avec la suppression de ce que l'on appelle « l'examen de conscience », le nombre de personnes effectuant un service civil a explosé : nous dénombrons 1'632 admissions en 2008, 6'720 l'année suivante.⁴ 30% des requérants (environ) ne déposent leur demande qu'après l'école de recrues et près de 14% pendant. Dans l'ensemble, le nombre de personnes astreintes au service civil a atteint un niveau qui n'est plus sain pour l'effectif des troupes : de 17'000 en 2011, on est passé à plus de 50'000 en 2021, ce qui correspond à la moitié de l'effectif théorique de l'armée ! Il faut mettre un terme à cette évolution. Ce n'est qu'en stoppant l'exode massif vers le service civil que l'armée pourra à nouveau croître. L'équité en termes de défense doit être rétablie.

5. Renforcement des capacités de combat des troupes au sol

L'attaque russe contre l'Ukraine n'a pas seulement montré au monde que la guerre était encore possible en Europe ; elle montre aussi l'importance tenace de la guerre « conventionnelle ». La Russie mise intégralement sur les armes cinétiques. Les experts militaires ont voulu nous faire croire que le danger ne se situait pratiquement plus que dans le cyberspace, mais c'est une erreur, comme le constate par ailleurs le Commandant de corps Thomas Süssli : « *Les guerres se déroulent toujours au sol. Le cyberspace ne remplace pas les menaces existantes, il les rend simplement plus dangereuses encore.* »⁵ Les guerres modernes se déroulent aussi principalement au sol et il convient de tenir compte de ce constat.

⁴ <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20223171>

⁵ Schweizer Armee, Sonderausgabe Ukraine-Krieg, 1/22.

Les troupes terrestres de l'armée suisse doivent être considérablement renforcées. Elles ont besoin de plus d'hommes et de plus de moyens pour pouvoir résister face à une attaque terrestre. La capacité de combat des brigades mécanisées doit être augmentée. Pour atteindre cet objectif, l'UDC formule les exigences concrètes suivantes :

- La maintenance, la remise en état et l'augmentation des capacités de combat des chars Leopard 2, en particulier ceux qui ont fait l'objet d'un stockage sur le long terme ;
- La modernisation des chars de grenadiers de combat ;
- Le remplacement des obusiers blindés ;
- L'équipement complet des bataillons d'infanterie ;
- Des moyens supplémentaires pour le renseignement, dont des drones de reconnaissance supplémentaires ;
- L'introduction rapide de drones armés.

6. Protection de l'espace aérien

En vue de la planification sur les 10 prochaines années, les dépenses d'armement se concentrent sur l'acquisition de nouveaux avions de combat ainsi que sur le système de défense aérienne terrestre à longue portée (Bodluev GR). Pour ce dernier, un investissement de 2 milliards de francs est prévu et 6 milliards pour les 36 nouveaux avions de combat F-35. Précisons toutefois que ces investissements ne permettront pas de protéger suffisamment la population. Avec 36 avions de combat, la défense aérienne ne peut être assurée que pendant quelques jours, c'est pourquoi les Tiger ne doivent pas être retirés du service. La cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) Viola Amherd (Le Centre) souhaite pourtant les mettre hors service rapidement pour des questions budgétaires. Pourtant, ces machines peuvent encore voler pendant 20 à 30 ans. Les Tiger jouent un rôle important pour l'entraînement, en tant que représentation de l'ennemi ainsi qu'au tir air-air ; ils sont rentables et bon marché par rapport au F/A-18. L'intérêt d'achat des forces armées américaines ainsi que leurs installations d'entraînement prouvent que les Tiger sont toujours utilisables. Actuellement, les USA sont en train d'équiper leurs Tiger afin qu'ils puissent continuer à servir dans les années à venir.

A plus long terme, le nombre d'avions de combat F-35 devra encore être augmenté. Si l'on veut être crédible en termes de protection du pays et de la population, il faut doubler le nombre d'avions de combat à moyen terme. C'est la seule et unique façon d'augmenter notre capacité de défense durable. En outre, la défense aérienne à court et moyenne portée doit être intégralement renouvelée afin d'assurer la protection des objets.

7. Garantir la neutralité armée perpétuelle

En plus de son impartialité, la neutralité suisse implique que notre pays n'adhère pas à une alliance de défense armée, ni aujourd'hui, ni demain. L'armée suisse a une mission de défense inscrite à l'art. 58 al. 2 de la Constitution fédérale : « *L'armée contribue à prévenir la guerre et à maintenir la paix ; elle assure la défense du pays et de sa population.* » Afin de pouvoir mettre en œuvre cette mission, elle a besoin d'un équipement adéquat. Elle doit en principe être préparée au pire scénario et être en mesure de faire face à une situation d'urgence. Cela implique qu'elle soit à la fois crédible et dissuasive.

Outre la Constitution, la maxime d'Etat de la neutralité armée perpétuelle exige une armée forte. La neutralité confère à la Suisse sécurité, stabilité et paix, mais elle ne déploie ces effets que si l'armée est équipée en suffisance. Un petit Etat neutre comme le nôtre qui ne peut plus assurer sa défense devient une marionnette du pouvoir et n'est dès lors plus un partenaire fiable dans l'architecture internationale de sécurité. Il est impératif pour cette raison aussi que l'armée suisse soit remise à niveau.

8. Conclusion et propositions en bref

Le constat est alarmant : l'armée suisse ne peut pas remplir (ou de façon très limitée seulement) sa mission constitutionnelle, à savoir la défense du pays et de la population. Elle manque de personnel, d'argent, de systèmes d'armement efficaces et modernes, d'équipement et de soutien politique et social. La guerre en Ukraine a rappelé de façon choquante que les guerres restent possibles en tout temps en Europe. Si nous voulons continuer à vivre en sécurité et en liberté, nous devons pouvoir nous défendre. Le Conseil fédéral et la majorité de centre-gauche du Parlement ont gravement négligé cette évidence. Les Romains de l'Antiquité le savaient déjà : « *SI VIS PACEM PARA BELLUM* » (qui veut la paix prépare la guerre).

Il faut donc tout entreprendre pour que l'armée suisse puisse à nouveau remplir sa mission défensive de façon crédible, y compris en cas de conflit armé de longue durée. Pour atteindre cet objectif aussi urgent que nécessaire en termes de capacité défensive, l'UDC formule (entre autres) les exigences suivantes, qui doivent être traitées avec la plus grande priorité politique :

Soutien de la population

- Mieux **ancrer l'armée au sein de la société** et de l'économie : grands rassemblements, cours de répétition dans les villages, bonne volonté du monde économique.
- Ancrer l'armée de façon **décentralisée et conséquente**.

Finances et effectifs

- Les moyens financiers de l'armée suisse doivent être augmentés. Le budget annuel de l'armée doit, à court terme, passer de 5 à 7 milliards de francs.⁶ A moyen terme (2025 – 2029), des moyens supplémentaires sont nécessaires afin d'entretenir une armée puissante, moderne et capable de se défendre. L'objectif est d'atteindre au moins 1% du PIB en faveur du budget de l'armée d'ici 2030.
- L'effectif théorique de l'armée doit être augmenté d'au moins 20'000 militaires.⁷ C'est le strict minimum. A moyen terme, le nombre de troupes doit être davantage augmenté.
- L'exode massif vers le service civil doit être stoppé, sinon, il sera impossible de fournir à l'armée une relève suffisante. Une révision du service civil doit être lancée afin soit d'intégrer le service civil dans la protection civile, soit de le supprimer. Une obligation de servir sous le titre « service de sécurité » (armée et protection civile) doit être examinée. L'équité du service militaire doit être réintroduite.

⁶ Motion Hurter 22.3054/Motion Salzmann 22.3034:
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20223054>,
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20223034>.

⁷ Ebd.

- Tous les membres de l'armée ont besoin d'être immédiatement équipé de façon complète (gilets de protection, etc.) afin de pouvoir assumer leurs tâches inhérentes à la défense nationale.

Défense aérienne

- L'achat des 36 avions de combat F-35 doit être accéléré ; le contrat d'achat doit être signé immédiatement après l'adoption du message sur l'armée par le Parlement fédéral.
- Le nombre d'avions de combat F-35 doit encore, à terme, être augmenté.⁸
- La mise hors service des Tiger doit être stoppée ; il serait plus judicieux de les moderniser et de les utiliser comme avion d'entraînement pour le tir air-air, comme le font les Américains.
- Dans un futur proche, il faut acquérir un système moderne de défense antiaérienne mobile à courte portée. Il faut un système automatique de protection des objets qui, outre les avions et les hélicoptères, puisse être utilisé contre des cibles plus petites comme les drones, les engins guidés, les roquettes, les obus d'artillerie et les obus de mortier.
- A long terme, la capacité de défense indépendante des formations de combat de niveau tactique face aux moyens aériens à courte portée doit être introduite.

Renforcement des troupes au sol

- La capacité de combat des troupes au sol doit être renforcée afin de pouvoir résister à une attaque terrestre. Les divisions territoriales doivent notamment être plus robustes en étant complétées par des formations d'artillerie et d'infanterie mécanisée et être capables de mener le combat interarmes de façon autonome.
- La valeur combative des chars de combat Leopard 2 doit donc être augmentée ; les chars de grenadiers CV-9030 doivent être modernisés et les obusiers blindés comme système d'artillerie à moyenne portée (dès 50 km) doivent être remplacés.
- Les bataillons d'infanterie doivent à nouveau être entièrement équipés.
- Afin de combler les lacunes actuelles en matériel, l'armée doit être équipée, à court terme, de véhicules blindés et de mortiers supplémentaires.
- L'évaluation et l'acquisition d'un nouveau système d'artillerie à longue portée doit être effectuée à long terme.
- A long terme toujours un concept télématique intégré fonctionnel pour l'ensemble de l'armée (radio, mise en réseau, télécommunication) est nécessaire.
- La protection de la troupe nécessite, à terme, des moyens de l'espace électromagnétique (brouilleurs, systèmes de défense automatiques, systèmes d'émission mobiles propres, etc.).
- Des drones armés doivent être acquis sans délai.

Les moyens doivent être utilisés de manière ciblée et efficace pour tous ces projets d'investissement et d'acquisition. L'objectif premier est le rétablissement de la capacité défensive de l'armée. Il ne faut pas non plus faire des économies au mauvais endroit, s'agissant notamment des troupes de combat. Une défense nationale crédible est une condition indispensable à la paix, la sécurité, la liberté et la prospérité de la Suisse. L'UDC s'y engage conséquemment et par tous les moyens à sa disposition.

⁸ Comme le préconise le rapport d'experts « Défense aérienne du futur »